

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du mercredi 12 juin 2024

Membres en exercice : 26  
Présents : 15  
Procuration(s) : 9  
Absent(s) : 2  
Nombres de votants : 24  
Votes pour : 24  
Vote(s) contre : 0  
Abstention(s) : 0  
Date de la convocation : lundi 3 juin 2024

DELIBERATION N°DL\_CP2024\_0115

**Relative à la participation du Département au programme INTERREG VI relatif au projet de reboisement pour la résilience des forêts de l'Océan Indien à Madagascar (région Boeny) et de Mayotte**

L'an deux mille vingt-quatre, le douze juin, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.  
Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

**Conseillers départementaux présents :**

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Salime MDERE, Madame Mariam SAID KALAME, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Madame Rosette VITTA, Madame Zamimou AHAMADI, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saïdou ATTOUMANI, Monsieur Daniel ZAIDANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC

**Conseillers départementaux représentés :**

Monsieur Ali OMAR donne pouvoir à Madame Soihirat EL HADAD,  
Monsieur Madi Moussa VELOU donne pouvoir à Madame Zamimou AHAMADI,  
Monsieur Soula SAID SOUFFOU donne pouvoir à Madame Mariam SAID KALAME,  
Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Monsieur Salime MDERE,  
Monsieur Alain SARMENT donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC,  
Madame Echati ISSA donne pouvoir à Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE,  
Madame Farianti MDALLAH donne pouvoir à Monsieur El Anrif HASSANI,  
Monsieur Elyassir MANROUFOU donne pouvoir à Madame Laini ABDALLAH BOINA  
Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI donne pouvoir à Monsieur Daniel ZAIDANI

**Conseillers départementaux absents :**

Monsieur Nadjayedine SIDI, Madame Zaounaki SAINDOU

**Secrétaire de séance désignée :**

Madame Hélène POLLOZEC

**Le Président constate que le quorum est atteint,**

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu** la délibération N°DL\_AP2021\_0197 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
- Vu** la délibération N°DL\_AP2021\_0203 du 19 juillet 2021 relative aux délégations du Conseil Départemental données à sa commission permanente ;
- Vu** la délibération N° DL\_AP2024\_0019 du 09 avril 2024 relative au budget primitif 2024 ;

**Vu** le rapport n°2024-02187 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;  
**Vu** l'avis de la Commission du développement économique et coopération décentralisée du 05 juin 2024.

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,**  
**Le Conseil Départemental,**

**DECIDE**

**Article 1 :** de valider la participation du Département au projet INTERREG VI, visant à participer à la résilience des forêts à Madagascar et à Mayotte. Ce projet comprend 3 volets :

- Un volet « Production des essences forestières » assuré par le groupement Marovavy-DonBosco ;
- Un volet « Plantation ou reboisement » assuré par le groupement Marovavy-DonBosco et l'association Imaintsoalana ;
- Un volet « sensibilisation » assuré par le groupement Marovavy-DonBosco.

**Article 2 :** d'autoriser le Président du Conseil départemental de Mayotte à engager des collaborations et à établir des partenariats avec les acteurs institutionnels et économiques de Madagascar et de Mayotte pour la mise en œuvre effective projet ;

**Article 3 :** d'approuver le financement partiel du projet par le Conseil départemental de Mayotte, dans le cadre des subventions allouées par le programme INTERREG VI, et d'autres sources de financement éventuelles selon le plan de financement suivant pour la période 2024 – 2027:

Partenaires	Autofinancement	INTERREG / FEDER	Total en €	Taux de participation
Région BOENY	-	-	-	0%
CDM 976	113 302,00	642 048,00	755 350,00	3%
Imaintsoalana	306 550,00	1 737 113,00	2 043 663,00	8%
Groupement Marovavy-Don Bosco	172 102,00	975 247,00	1 147 349,00	4%
<b>TOTAL</b>	591 954,00	3 354 408,00	3 946 362,00	15,00%
<b>Total en %</b>	15 %	85 %	100 %	

**Article 4 :** d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer tous les actes nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération ;

**Article 5 :** En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au Représentant de l'État dans le Département.

**Pour extrait certifié conforme**  
**Le Président du Conseil départemental**

  
**Ben Issa OUSSENI**

# CONVENTION OPERATIONNELLE

## PARTENARIAT ENTRE MAYOTTE ET LA REGION BOENY (Madagascar)

### RESILIENCE DES FORÊTS DE MADAGASCAR ET DE MAYOTTE

*(Production, reboisement, et sensibilisation à la préservation des forêts)*



**Interreg**

Canal du Mozambique



Co-funded by  
the European Union  
Cofinancé par  
l'Union Européenne



avec le FEDER



**Mayotte, représenté par :**

- **Le Département de Mayotte** (CDM 976), représenté par Monsieur Ben Issa OUSSENI, en sa qualité de Président,

**D'une part****Et****Madagascar représenté par :**

- La Région de Boeny, représentée par Monsieur Mokhtar Salim ANDRIANTOMANGA, en sa qualité de Gouverneur,
- L'association Imaintsoalana, représentée par Madame Armelle RANDRIANASOLO 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente de l'Association, Directrice d'exploitation et Responsable du projet ;
- Le groupe : Association Marovavy et Centre Formation professionnelle Don Bosco représentés respectivement par Monsieur Jean-Baptiste RAZAFIMAMONJY en qualité de 1<sup>er</sup> vice-président, responsable de projet et Père RANDRIANANDRASANA Rufin Claude en tant qu'associé ;

**D'autre part****Ci-après dénommés les parties,**

Vu la Constitution de la République de Madagascar,

Vu la loi organique malgache n°2014-018 régissant les compétences, les modalités d'organisation et de fonctionnement des Collectivités Territoriales Décentralisées, ainsi que celles de la gestion de leurs propres affaires,

Conformément à la Politique Générale de l'Etat Malagasy mettant comme axe prioritaire l'autonomisation et la responsabilisation des Collectivités Territoriales Décentralisées,

Conformément au Plan Régional de Développement (PRD) de la Région Boény établi pour la période 2019-2029 comme document cadre des grands enjeux territoriaux pour la coopération décentralisée,

Vu l'engagement du gouvernement malgache N°03-2022-PRM/DGPP - CDM 01 sur l'interreg Canal de Mozambique 21-27

Vu la loi française N° 2000-1207 du 13 décembre 2000 d'orientation pour l'Outre-Mer,

En application de la loi 2004-001 du 17 juin 2004, conférant à la Région une vocation socio-économique dans son territoire.

**D'une part,**

Vu la Constitution Française du 4 octobre 1958

Vu les lois de décentralisation de 1982, puis la loi du 6 février 1992, relatives à l'Administration Territoriale de la République permettant aux Collectivités Territoriales Françaises d'intervenir sur le plan international, par le biais de coopérations décentralisées avec des collectivités territoriales étrangères.

Vu le code général des Collectivités Territoriales, et notamment la première et la sixième partie, prévoyant que la Collectivité Départementale de Mayotte peut désormais intervenir librement dans le



cadre de ses compétences, et sous réserve du respect des engagements contractés, de mener à bien les actions de Coopération Décentralisée reposant sur la mise en œuvre d'un ou plusieurs projets qui peuvent être organisés en programmes annuels ou pluriannuels.

Vu la délibération N°DL\_CP2022\_0192 du conseil Départemental de Mayotte autorisant le président de signer une convention de partenariat avec le gouvernorat de Boény

Vu la délibération..... du conseil Départemental de Mayotte autorisant le président de signer une convention opérationnelle de partenariat avec des partenaires associatives de la Région Boény sur gouvernorat de Boény,

D'autre part,

C'est dans ce schéma que s'inscrivent ce rapprochement et la volonté pour les deux régions de favoriser et de développer leurs relations et contacts dans les domaines qui relèvent de leurs compétences.

Les partenaires souhaitent cependant donner un caractère souple et efficace à leur coopération. Pour ce faire, elles pourront, si nécessaire, adopter des programmes pluriannuels d'actions pour des thématiques précises.

La présente convention de coopération tend à développer des relations en matière forestière et agro-forestière, d'échanges entre les deux territoires tout en impliquant les acteurs locaux respectifs.

Le Conseil départemental de Mayotte, représenté par Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil Départemental, dûment habilité aux présentes par la délibération n°DL\_AP2021\_0197 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 ;

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

### Dispositions générales

La Coopération cadre Décentralisée signée entre le Conseil Départemental de Mayotte et la Région Boény de Madagascar vise à promouvoir les échanges économiques ; commerciaux ; formations professionnels, sportifs, environnementaux et développement durable, de solidarité internationale et Institutionnels entre la Collectivité Départementale de Mayotte et la Région Boény.

Les deux territoires souhaitent fortement contribuer au développement de chacun d'eux, en mettant en lien les institutions, leurs habitants, leurs partenaires sociaux et associatifs ainsi que leurs structures professionnelles, et le cas échéant, leurs entreprises locales.

En outre, cette convention opérationnelle constituera un facteur important de développement social local et d'ouverture vers l'extérieur. Elle permettra la confrontation des diverses expériences qui favoriseront le renforcement des compétences de chaque Institution.

Avec ses 400 000 habitants sur un territoire de 374 km<sup>2</sup>, Mayotte est une zone très densément peuplée. Cette caractéristique a un impact direct sur la dégradation et la diminution des espaces boisés entraînant également la diminution de la disponibilité de la ressource en eau potable et l'épuisement des ressources naturelles comme le bois, dès lors que les surfaces foncières sont limitées et en concurrence directe avec les zones d'habitat et l'agriculture vivrière de première nécessité.

Or, la protection des espaces boisés notamment les forêts publiques est un enjeu crucial de santé publique. L'île étant en plein développement économique, sa population a besoin de matière première comme le bois et des produits agricoles divers qui impulseront la création des filières dans ces domaines.



Le territoire de Mayotte est trop exigu pour imaginer une telle production agricole intensive à grande échelle. Alors, l'île importe actuellement du bois et autres denrées alimentaires venant de tout horizon et son agriculture reste précaire. Si les importations sont régulières et satisfaisantes, les coûts d'approvisionnement sont toutefois élevés et les délais d'approvisionnement très longs avec des conséquences environnementales qui ne sont pas négligeables. Madagascar pourrait ainsi, alternativement, permettre l'approvisionnement de Mayotte en bois d'œuvre et autres produits agricoles dans le cadre d'un projet de coopération régionale.

Les potentialités agronomiques sont très importantes à Madagascar, particulièrement dans la région de Boény, et à l'inverse de Mayotte, il existe des surfaces inexploitées qui pourraient parfaitement répondre au besoin du Département français. Ainsi la valeur ajoutée de la filière bois serait conservée sur le territoire de Mayotte (valorisation, transformation et commercialisation) et la contrainte majeure d'accès au bois d'œuvre, tout en renforçant la coopération régionale.

C'est dans ce contexte, que les acteurs publics qui sont le Conseil Départemental de Mayotte et la Région Boény de Madagascar, et opérateurs économiques qui sont les : l'association I maintsoalana, le groupe : Association Marovavy/Don Bosco, ont décidé de conclure un partenariat en vue de créer une filière bois et agro-forestière au bénéfice des artisans et structures économiques de leur région réciproque selon les articles ci-dessous :

## Article 1 – Objet

La présente Convention définit les modalités de partenariat et de coopération entre les membres du Projet ainsi que leurs obligations et responsabilités respectives dans la réalisation dudit projet intitulé « **Résilience des forêts de Madagascar et de Mayotte** », co-financé par l'Union européenne au titre du FEDER dans le cadre du programme INTERREG VI canal de Mozambique 2021-2027 et par le Département de Mayotte.

Ce partenariat transfrontalier doit permettre la production des plants forestiers (pour réhabiliter les zones dégradées et l'exploitation raisonnée à long terme de bois d'œuvre), le reboisement de ces derniers pour répondre à des enjeux environnementaux, économiques et sociaux (sur le territoire de Madagascar, et son importation vers Mayotte) et la sensibilisation de la population locale à la préservation des espaces boisés.

## Article 2 – Conditions suspensives

La présente Convention est exécutée par les Parties, tenues au strict respect de toutes les obligations contractuelles définies par les stipulations de la présente, à la double condition suivante :

- l'Union européenne alloue au Département de Mayotte le montant de subventions sollicité, en qualité de Chef de file, au titre du FEDER dans le cadre du programme INTERREG VI canal de Mozambique 2021-2027.
- Les autorités vétérinaires françaises autorisent l'importation du bois et autres produits issus de l'agroforesterie dans le cadre du projet.
- Les autorités malgaches accordent les autorisations nécessaires à l'importation du bois et autres produits issus de l'agroforesterie.

Ces conditions sont des conditions suspensives à la présente Convention. A défaut d'être satisfaites cumulativement, la présente Convention pourra donc être résiliée de plein droit et sans indemnité à l'initiative du Département, et ce sans que les Parties ne puissent élever aucune contestation.



### Article 3 – Durée

La présente Convention entre en vigueur à la date de sa signature par toutes les Parties ou à la date de sa signature par la dernière Partie signataire.

Sa durée est fixée à 30 ans à partir de son entrée en vigueur. La présente Convention reste ainsi en vigueur et produit tous ses effets sur l'ensemble de sa durée.

Elle pourra faire l'objet de reconductions tacites pour de nouvelles périodes de 10 années si aucun signataire de la présente Convention n'a manifesté par écrit à l'ensemble des Parties une volonté contraire 2 années avant sa date d'échéance.

### Article 4 – Droits et obligations du Département de Mayotte

Le Département de Mayotte coordonne l'action de ses partenaires Parties à la présente Convention.

Par conséquent, le Département de Mayotte bénéficie d'un droit de contrôle permanent pendant toute la durée d'exécution de la présente Convention, sur place et / ou sur pièces, directement ou par l'intermédiaire de tous tiers missionné par lui, de ses partenaires.

Dans l'hypothèse où le Département de Mayotte constaterait, à l'occasion de l'exercice de son droit de contrôle, ou par tout autre moyen, un manquement d'une Partie à une ou plusieurs de ses obligations contractuelles, le Département de Mayotte lui adresserait une mise en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception.

La mise en demeure restée infructueuse dans le délai fixé, ou à défaut dans un délai maximum de 30 jours, emporte, pour la Partie concernée, une obligation de restitution immédiate au Département de Mayotte de l'intégralité de la subvention publique versée.

### Article 5 – Droits et obligations des autres Parties

#### Article 5a – Droits et obligations du titulaire des activités de production des essences forestières

L'opérateur en charge de l'activité de production des essences forestières à Madagascar s'engage à :

- produire de plants d'espèces forestières indigènes de haute qualité, en utilisant des techniques de pépinière éprouvées et durables. Il doit s'assurer que les plants sont sains, vigoureux et adaptés aux conditions environnementales locales. Ce de quoi il sera équitablement rémunéré pour son travail, dans le respect des accords passés avec les autorités compétentes ;
- fournir un nombre suffisant de plants en bon état, livrés dans les délais convenus, afin de répondre aux besoins des activités de reboisement. Il doit également respecter les réglementations en vigueur concernant la collecte des semences, la production en pépinière et le transport des plants. Il doit également collaborer étroitement avec les équipes de reboisement et de sensibilisation pour assurer la cohérence des actions et la réussite du projet ;
- utiliser les terres désignées pour la production de plants forestiers, dans le respect des réglementations en vigueur ;
- faire appel à des travailleurs qualifiés pour l'aider dans ses activités, tout en s'assurant de leurs compétences et de leur respect des normes de sécurité ;
- vendre les plants produits à des prix raisonnables, en tenant compte des coûts de production et

des marchés locaux ;

- accepter l'accompagnement technique et financier de la part des autorités compétentes, sous réserve de se conformer aux cahiers des charges et aux objectifs de production fixés.
- généralement, favoriser les mutualisations et les coopérations entre les partenaires du projet.

En cas de constatation de défaillance de l'opérateur ou de non-respect des stipulations énoncées dans le présent article, le titulaire des activités de production des plants sera, après mise en demeure par le Département de Mayotte sans effet sous 30 jours, soumis au remboursement des subventions perçues du Département et de l'Europe, conformément aux stipulations de l'article 11 de la présente Convention.

Il est convenu que la présente convention ne confère à l'opérateur en charge des activités de production aucune exclusivité quant à la production des plantes ni aucun engagement minimum d'activité.

### Article 5b – Droits et obligations du titulaire des activités de reboisement

L'opérateur en charge des activités de reboisement à Madagascar s'engage à :

- réaliser tous les travaux d'installation et de nettoyage des parcelles destinées à la plantation des arbres forestiers ;
- utiliser des essences forestières indigènes adaptées au climat local ;
- respecter les réglementations environnementales, la mise en place de mesures de protection contre le braconnage et les incendies, ainsi que la surveillance régulière de la croissance des arbres plantés. Il est responsable de la plantation et de l'entretien des arbres dans les zones désignées ;
- accepter et utiliser tous ses moyens techniques et financiers pour mener à bien ses activités de reboisement ;
- s'assurer de la connaissance des espèces locales et de leurs besoins en termes de sol, de climat et d'entretien ;
- suivre les techniques de plantation les plus appropriées, comme l'espacement entre les arbres, la préparation du sol selon les itinéraires techniques proposés dans le cahier de charge ;
- accepter d'être accompagné par des experts forestiers afin de s'assurer que ses pratiques de reboisement sont conformes à la réglementation en vigueur et maximisent les chances de réussite de ses plantations.
- s'assurer de la traçabilité complète de ses activités, en tenant des registres détaillés sur les origines des plants, les dates et lieux de plantation, les interventions de suivi, etc. Ces informations pourront être demandées par les autorités compétentes à tout moment ;
- plus généralement, favoriser les mutualisations et les coopérations entre les partenaires du Projet.

En cas de constatation de défaillance de l'opérateur ou de non-respect des stipulations énoncées dans le présent article, le titulaire des activités de reboisement sera soumis au remboursement des subventions perçues, conformément aux stipulations de l'article 11 de la présente Convention.

Il est convenu que la présente convention ne confère à l'opérateur en charge des activités de transport maritime aucune exclusivité quant au reboisement des essences locales à Madagascar ni aucun engagement minimum d'activité.



## Article 5c – Droits et obligations du titulaire des activités de sensibilisation

L'opérateur en charge des activités de sensibilisation à Mayotte et à Madagascar s'engage à :

- concevoir et à mettre en place des campagnes de sensibilisation efficaces auprès des populations locales afin de les informer des enjeux liés à la protection et à la préservation des forêts. Cela implique de développer des supports de communication adaptés, d'organiser des ateliers et des événements de proximité, et de s'assurer que le message soit bien compris et relayé au sein des communautés ;
- déterminer les meilleures méthodes et outils de sensibilisation à utiliser auprès des communautés locales.
- sensibiliser le public à l'importance de la protection et de la préservation des couverts végétaux de la région. Cela impliquera d'organiser des campagnes d'information, des ateliers de formation et des événements de sensibilisation (réunion publiques, séminaires, journées portes ouvertes ou des campagnes de reboisement), destinés aux populations locales, aux autorités et aux autres parties prenantes ;
- D'utiliser tous les moyens financiers et logistiques pour mener à bien ses activités de sensibilisation ;
- collaborer étroitement avec les titulaires des activités de production et de reboisement des essences forestières afin de coordonner ses efforts et d'assurer une approche cohérente et efficace. Votre expertise en communication et en engagement communautaire sera essentielle pour atteindre les résultats attendus ;
- travailler en étroite collaboration avec les autorités et les autres parties prenantes, comme les associations environnementales, afin de coordonner les actions de sensibilisation et de s'assurer de leur cohérence et de leur complémentarité. Il doit également évaluer régulièrement l'impact de ses actions et être en mesure de s'adapter si nécessaire pour atteindre les objectifs fixés ;
- rendre régulièrement des comptes sur l'avancement de ses activités et de fournir des données et des indicateurs permettant de mesurer l'efficacité de ses actions de sensibilisation. Cela contribuera à améliorer la transparence et la crédibilité de ce projet de coopération régionale.

En cas de constatation de défaillance de l'opérateur ou de non-respect des stipulations énoncées dans le présent article, le titulaire des activités de stockage et de commercialisation sera soumis au remboursement des subventions perçues, conformément aux stipulations de l'article 11 de la présente Convention.

Il est convenu que la présente convention ne confère à l'opérateur en charge des activités de commercialisation et de stockage aucune exclusivité quant à la commercialisation de la luzerne issue du projet ni aucun engagement minimum d'activité.

## Article 6 – Obligations de toutes les Parties en matière financière et en matière de suivi

Les Parties s'engagent par ailleurs :

- à conserver et à rendre disponibles, sur demande du Département de Mayotte, toutes les pièces relatives au projet et à sa mise en œuvre, y compris toutes les pièces comptables s'y rapportant – *factures d'achat et de vente, fiches de paye, échéanciers d'emprunt, balance générale, grand livre des comptes*, conformément à la réglementation française et européenne en vigueur, et afin de permettre au Département de Mayotte d'exercer son droit de contrôle et



de rédiger le rapport annuel qu'il produit, conformément aux présentes Convention ;

- à transmettre au Département de Mayotte des informations régulières sur l'avancement physique, administratif et financier de la partie du projet qui les concerne, nécessaires à la mise en place du système de suivi du projet ;
- à tenir une comptabilité dédiée à leur participation au projet pour garantir la traçabilité et la transparence, tant vis-à-vis des instances de l'Union européenne que des instances nationales ;
- présenter cette comptabilité conformément à leur statut au regard de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) ;
- à informer, sans délai et par quelque moyen que ce soit, le Département de Mayotte de tout changement d'ordre juridique et / ou relevant de la composition du capital social de leur structure.

Les données à communiquer et échanges se rapportant au présent article devront être adressés sous 10 jours, à compter de la demande, aux adresses mail suivantes : [rachida.omar@cg976.fr](mailto:rachida.omar@cg976.fr) et [chanrani.soidri@cg976.fr](mailto:chanrani.soidri@cg976.fr)

### Article 7 – Rapport annuel

Le Département de Mayotte établit annuellement, pour le 31 mai de l'exercice n+1, et sur la base des informations collectées auprès des signataires de la présente Convention, un rapport d'activité du Projet (suivi de l'activité, bilan analytique).

Il est convenu que le premier jour de l'exercice est fixé au 1<sup>er</sup> janvier et que le dernier jour de l'exercice est fixé au 31 décembre.

Ce rapport annuel permet notamment de rendre compte du bon déroulement du projet sur les plans technique et financier vis-à-vis de ses financeurs. Il justifie de la bonne utilisation des financements publics au service du Projet et en détaille sa progression, son impact sociaux économique et environnemental.

Ce rapport est nourri par les informations transmises par l'ensemble des Parties à la présente Convention.

Il fait l'objet d'une présentation et d'échanges contradictoires au Comité de pilotage suivant sa production, préalablement à son adoption formelle par cette même instance, au plus tard au 30 novembre de l'année n+1.

### Article 8 – Comité de pilotage

Il est créé entre les Parties, un Comité de pilotage, constitué de représentants des signataires de la présente Convention (deux représentants pour le Département, un représentant de la région BOENY, et un représentant par opérateur). Le comité se réunit à l'initiative du Département de Mayotte et de manière trimestrielle, soit à minima 4 fois par an. Des réunions supplémentaires rendues nécessaires peuvent être organisées sur demande de l'une ou l'autre des Parties. Des intervenants complémentaires rattachés aux structures précitées ou externes pourront être sollicités.

Son objectif est :

- D'aborder le programme d'investissement et de pouvoir ajuster les besoins d'investissements ou justifier le cas échéant les causes du retard ou du report de certains investissements prévus aux offres finales des candidats retenus dans le cadre de l'AMI et annexées à la présente



Convention ;

- De débattre de toutes les questions concernant le Projet afin d'étudier et d'améliorer le fonctionnement de celui-ci dans un souci d'adaptation constante aux conditions environnementales et climatiques, technologiques et économiques ;
- D'examiner et d'approuver les rapports annuels, produits conformément aux stipulations de l'article 6.

Il se réunit pour traiter les questions suivantes :

- L'organisation générale du Projet ;
- Le suivi de la programmation des investissements et de leur exécution ;
- La mise en exploitation du Projet ;
- Les actions d'animation et de communication autour du Projet ;
- La bonne exécution de la Convention (opérationnelle, juridique et financière), notamment en cas de divergence d'interprétation des annexes de la Convention.

A l'initiative du Département de Mayotte, ces réunions peuvent être organisées en présentiel (à Madagascar ou à Mayotte) ou en visioconférence. Chaque réunion du Comité de pilotage fait l'objet d'un compte rendu. La Présidence et le secrétariat sont assurés par le Département de Mayotte. Les comptes rendus sont adressés pour information à l'ensemble des participants.

### Article 9 – Répartition des dépenses entre les Parties

Chacune des Parties assume l'ensemble des charges relatives à ses activités pour l'ensemble des dépenses sur la période 2024 – 2027 dans le cadre de la subvention INTERREG.

## Article 10 – Financement

Le financement du projet est assuré par l'autofinancement, par la subvention FEDER et par la subvention départementale, selon le plan de financement suivant pour la période 2024 - 2027:

Partenaires	Autofinancement	INTERREG / FEDER	Total en €	Taux de participation
Région BOENY	-	-	-	0%
CDM 976	113 302,00	642 048,00	755 350,00	3%
Imaintsoalana	306 550,00	1 737 113,00	2 043 663,00	8%
Groupement Marovavy-Don Bosco	172 102,00	975 247,00	1 147 349,00	4%
TOTAL	591 954,00	3 354 408,00	3 946 362,00	15,00%
Total en %	15 %	85 %	100 %	

Nota : répartition INTERREG / Département de Mayotte susceptible d'évoluer suivant la finalisation du dossier INTERREG

Au-delà de 2027, chaque partie assume ses coûts respectifs sans financement additionnel.

## Article 11 – Remboursement des subventions

Le montant définitif de la subvention à percevoir sera calculé en fonction des dépenses éligibles, payées et justifiées et des cofinancements publics réellement perçus.

En cas d'irrégularité commise par une Partie, de quelque nature que ce soit, le Département de Mayotte peut suspendre le paiement des subventions à cette Partie et demander le remboursement de l'aide indûment versée, conformément aux stipulations de l'Article 4 de la présente Convention.

## Article 12 – Responsabilités et assurances

Préalablement à la signature de la présente Convention, les Parties déclarent avoir contracté, si nécessaire, une assurance couvrant les activités mises en œuvre dans le cadre du Projet, conformément à la présente Convention. Les Parties produisent ainsi, dans un délai d'un mois à compter de la signature de la présente Convention, une attestation d'assurances. A défaut, la ou les Parties concernées verront leur participation au Projet suspendue, jusqu'à la production effective de ladite attestation.

## Article 13 – Modification de la présente Convention

Toute modification du projet doit faire l'objet d'un avenant à la présente Convention.

## Article 14 – Droit applicable et règlement des différends

Les parties reconnaissent et acceptent que la loi applicable à la convention soit la loi française, à l'exclusion de toute autre législation. En cas de litige ou de différend survenant entre les Parties à raison de la présente Convention ou de son application, les Parties s'engagent à tenter de trouver un règlement amiable. A défaut, les Parties soumettent leur différend à un conciliateur qu'elles auront désigné.

Une solution amiable devra alors intervenir dans un délai maximum de deux mois à compter de la date à laquelle la désignation du conciliateur est notifiée. À défaut de règlement amiable, tout litige ou différend sera soumis à la juridiction exclusive des tribunaux français. Cette attribution de juridiction vaut quel que soit le lieu où le litige est survenu.



## Signatures

Fait en autant d'exemplaires que de Parties.

A Majunga (Madagascar), le .....,

Pour la Région de Boeny  
Monsieur Mokhtar Salim Andriantomanga  
Gouverneur de Boény

Pour le Département de Mayotte  
Monsieur Ben Issa Ousseni  
Président du Conseil Départemental

Pour l'association Imaintsoalana,  
Madame Armelle RANDRIANASOLO  
1<sup>ère</sup> Vice-Présidente de l'Association,  
Directrice d'exploitation  
et Responsable de projet

Pour l'association Marovavy  
Monsieur Jean-Baptiste RAZAFIMAMONJY  
1<sup>er</sup> vice-président et responsable de projet

- Annexe 1 : Convention de financement INTERREG (à annexer dès réception de ladite convention)



- Annexe 2 : Délibération du Département de Mayotte sur sa participation financière au projet.
- Annexe 3 : Compte prévisionnel de l'association Imaintsoalana

Intitulé	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Total sur 5 ans
<b>Production des essences forestières</b>						
Matériaux de construction	5 000,00 €					5 000,00 €
Construction bâtiment et infrastructure	11 000,00 €	4 000,00 €	4 000,00 €			19 000,00 €
Citerne / Système d'irrigation	8 000,00 €					8 000,00 €
Production et collecte	9 747,50 €	9 747,50 €	9 747,50 €	9 747,50 €	9 747,50 €	48 737,50 €
Transport	4 000,00 €	4 000,00 €	4 000,00 €	4 000,00 €	4 000,00 €	20 000,00 €
Achat petit outillage	5 394,50 €	5 394,50 €	5 394,50 €	5 394,50 €	5 394,50 €	26 972,50 €
Salaires et charges sociales	65 376,00 €	65 376,00 €	65 376,00 €	65 376,00 €	65 376,00 €	326 880,00 €
Formation et communication	3 360,00 €	3 360,00 €	3 360,00 €	3 360,00 €	3 360,00 €	16 800,00 €
Sous-total	111 878,00 €	91 878,00 €	91 878,00 €	87 878,00 €	87 878,00 €	<b>471 390,00 €</b>
<b>Reboisement</b>						
Phase de cadrage						
Préparation terrain						
Plantation						
Entretien						
Achat petit outillage	16 795,00 €	16 795,00 €	16 795,00 €	16 795,00 €	16 795,00 €	83 975,00 €
Salaires et charges sociales	106 398,00 €	106 398,00 €	101 167,00 €	101 167,00 €	101 167,00 €	516 297,00 €
Formation et communication	3 360 €	3 360 €	3 360 €	3 360 €	3 360 €	16 800,00 €
Transport	1 200 €	1 200 €	1 200 €	1 200 €	1 200 €	6 000,00 €
Sous total	127 753,00 €	127 753,00 €	122 522,00 €	122 522,00 €	122 522,00 €	<b>623 072,00 €</b>
<b>Sensibilisation / Education à l'environnement</b>						
Achat matériel	10 218 €	5 109 €				15327
Charge de structure	1 200 €	1 200 €				2400
Salaires et charges sociales	12 420 €	12 420 €				24840
Transports et déplacement	3 000 €	3 000 €				6000
Formation et communication	2 160 €	2 160 €				4320
	28 998 €	23 889 €				<b>52 887,00 €</b>
Total						<b>1 147 349,00 €</b>

- Annexe 4 : Compte prévisionnel de l'association Marovavy



Intitulé	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Total sur 5 ans
<b>Reboisement</b>						
Phase de cadrage	100 836,00 €	100 836,00 €	100 836,00 €	100 836,00 €	100 836,00 €	504 180,00 €
Préparation terrain	39 232,00 €	39 232,00 €	6 420,00 €	6 420,00 €	6 420,00 €	97 724,00 €
Plantation	107 340,00 €	107 340,00 €				214 680,00 €
Entretien	44 352,00 €	115 042,00 €	142 232,00 €	102 292,00 €	61 772,00 €	465 690,00 €
Achat petit outillage	42 096,00 €	42 096,00 €	42 096,00 €	42 096,00 €	42 096,00 €	210 480,00 €
Bâtit	240 000,00 €					240 000,00 €
Véhicule	90 010,00 €					90 010,00 €
Tracteur	86 500,00 €					86 500,00 €
Système d'irrigation et adduction d'eau	134 399,00 €					134 399,00 €
						- €
Sous-total	884 765,00 €	404 546,00 €	291 584,00 €	251 644,00 €	211 124,00 €	2 043 663,00 €